

A l'école de l'armée française

CANAL + ■ Lundi 1^{er} à 23.05

Lundi investigation

Un sujet fort sur l'implication de la France dans l'histoire des dictatures latino-américaines.

Plus d'un an d'enquête de la France à l'Argentine, en passant par les Etats-Unis ou le Chili, ont permis à Marie-Monique Robin, journaliste spécialiste de l'Amérique latine, de réunir un dossier accablant pour la France. Nourri de témoignages des principaux protagonistes et de hauts gradés militaires de cette période, *Escadrons de la mort* :



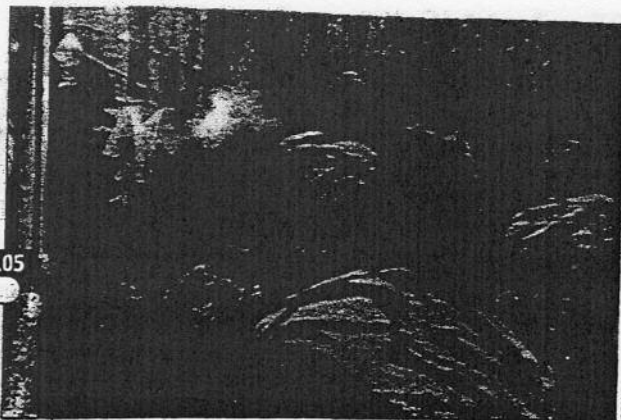
Marie-Monique Robin.

L'école française montre comment la France aurait joué un rôle capital dans la formation des dictatures d'Amérique latine aux méthodes antisubversives... On a souvent tendance à dire que ce sont les Etats-Unis qui ont formé les militaires de ces dictatures. Avec ce reportage, vous brisez une idée reçue...

C'est vrai, même si cela ne dédouane pas les Etats-Unis sur leur rôle ultérieur. Alors que je travaillais sur le plan Condor, un programme créé par les dictateurs d'Amérique du Sud (notamment l'Argentin Videla et le Chilien Pinochet, NDLR) pour éliminer leurs opposants, j'ai découvert effectivement le rôle qu'avait joué la France. Car les militaires se rendant dans des pays comme l'Argentine pour former la hiérarchie locale à lutter contre la guerre révolutionnaire ne furent pas des électrons libres, ils furent bien envoyés par le gouvernement français. A cet égard, l'interview de Pierre Messmer, ancien ministre des Armées, est significative.

Le point de départ étonnant, c'est la bataille d'Alger, qui agit comme un laboratoire...

La bataille d'Alger a été effectivement un cas d'école. Tout part, en fait, de la guerre d'Indochine, comme on le sent en écoutant le témoignage du général Marcel Bigeard, qui n'avait jamais jusque-là autant parlé. Souvent issus de la Résistance, ces officiers découvrent



Le film « La Bataille d'Alger » a servi de « documentation ».

COLLECTION CHRISTOPHEL

une guerre différente, sans fronts, sans ennemis classiques. L'ennemi peut être n'importe qui et tout le monde devient alors suspect ! Après la défaite en Indochine qui les marquera à vie, il y aura l'Algérie. Où vont être créées, comme le montre le très beau film de Gillo Pontecorvo de 1965, *La Bataille d'Alger*, des nouvelles méthodes de renseignement, de quadrillage et d'interrogatoire. Même si on ne parle jamais dans les documents officiels de torture, on emploie les périphrases du style « utiliser les méthodes de coercition bien connues ».

Paradoxalement, ces hommes qui avaient combattu les nazis ont pu utiliser certaines techniques de leurs adversaires d'hier...

Ils supportaient mal ce genre de remarques et me rétorquaient qu'eux se battaient contre des poseurs de bombes qui tuaient des civils. Dans son livre, qui a formé tous les militaires des dictatures latinos, *La Guerre moderne*, le colonel Trinquier, ancien d'Algérie, justifiait, par exemple, les disparitions de personnes comme une méthode d'action psychologique pour décourager la population de tout soutien. Plus globalement, la plupart de ces soldats n'évoquent pas ces conflits en termes de guerre néocoloniale.



Le général Harguindeguy, ancien ministre de l'Intérieur de la junte du général Videla.

Autre découverte : l'armée française a formé aussi ses homologues américains, à Fort Bragg notamment, avec un certain général Aussarresses...

Pierre Messmer a d'ailleurs un mot terrible quand je l'interroge sur cette mission. Il dit : « C'était un bon technicien. » Ensuite, dans les années 1960, les Américains feront, comme me l'a dit un témoin, une « guerre antisubversive façon McDonald » à l'école de Panama.

Des figures des dictatures latino-américaines, comme le général argentin Albano Harguindeguy (ministre de l'Intérieur de la junte de Videla, NDLR) ont-ils accepté de vous parler ?

J'ai été claire avec mes interlocuteurs français, mais, en Argentine, je me suis fait passer pour une historienne d'extrême droite qui faisait des recherches.

Vous montrez comment la France, terre d'accueil, a en fait collaboré activement avec le régime de Pinochet...

C'est une des choses qui m'ont le plus abasourdie ! D'un côté, la France, pays des droits de l'homme, a accueilli beaucoup d'exilés chiliens après la prise du pouvoir de Pinochet. Mais, dans le même temps, via la DST, et donc avec le soutien du gouvernement de l'époque, elle donnait des informations, comme me le dit le général Manuel Contreras (chef de la Dina, la police politique secrète chilienne de Pinochet), à la dictature sur les réfugiés. Une vraie attitude de collaboration.

Pourquoi ne pas avoir interrogé à ce sujet le président Valéry Giscard d'Estaing ?

Mon film était déjà très long et les témoignages suffisants, mais j'espère que ce document va ouvrir un débat. Il y aurait aussi beaucoup à dire sur l'exil facilité des anciens de l'OAS en Argentine, par exemple, au terme d'un accord entre les deux ministères de l'Agriculture en 1962...

Propos recueillis par François Cardinali